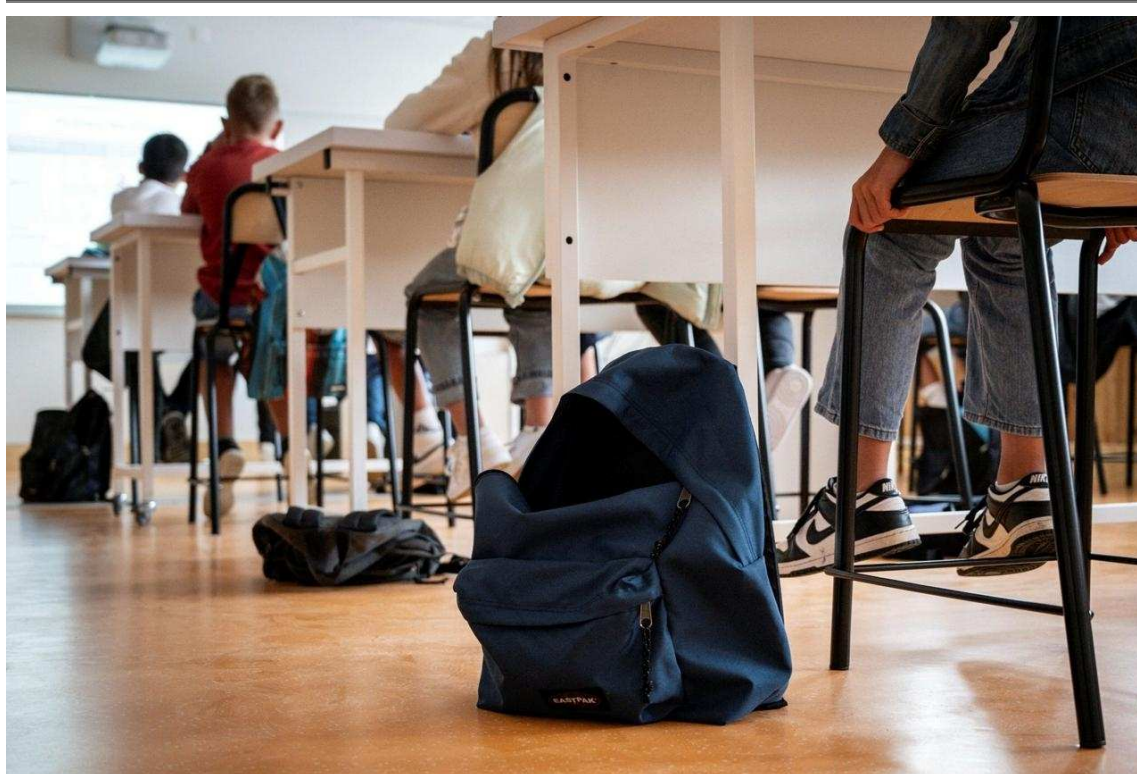


panorapresse.ouest-france.fr

« Contre la rentrée catastrophique qui se prépare » : FO 61 va manifester devant le ministère de l'Éducation nationale

~3 minutes



Force Ouvrière 61 appelle à manifester devant le ministère de l'Éducation nationale le mardi 10 mars 2026. | Archives Guillaume Saligot / Ouest-France

Le syndicat Force Ouvrière des lycées et collèges de l'Orne appelle à la grève mardi 10 mars 2026 pour protester contre des décisions qui impactent la rentrée prochaine. Ils iront en car à [Paris](#) pour protester devant le ministère de l'Éducation nationale.

La section départementale de l'Orne du [syndicat national Force Ouvrière des lycées et collèges](#) appelle à la grève et à la montée en car pour manifester devant le ministère de l'Éducation nationale, à [Paris](#), le mardi 10 mars 2026. Un appel qui s'adresse également aux autres syndicats. «L'objectif est d'être le plus nombreux possible, n'importe qui, qui a envie de venir avec nous pour protester, est le bienvenu», assure Jean-Rémy Haselvander, délégué syndical. Cette protestation n'est pas uniquement ornaise puisque d'autres départements comme la [Mayenne](#), le Nord et l'[Eure](#) seront également présents.

« La rentrée catastrophique qui se prépare »

La délégation Ornaise ira pour protester contre «la rentrée catastrophique qui se prépare» avec notamment la fermeture de onze postes d'enseignants en collège, un chiffre confirmé par la

Direction des services départementaux de l'Éducation nationale et justifié par une baisse de budget. «Ils utilisent l'argument de la baisse démographique mais ce n'est pas vrai, ça résulte de choix politiques. Le non-rétablissement de la 26^e heure de cours en 6^e correspond à une perte d'heures équivalente à cinq postes», explique le délégué. «Et même si l'argument démographique était juste, on pourrait améliorer les conditions d'études en ayant les mêmes moyens pour moins d'élèves». Les lycées sont également concernés avec la perte potentielle de dix postes d'enseignants, alors même que le nombre d'élèves augmente.

« Ce n'est pas normal de traiter des agents de cette manière »

Autre revendication, la fin des «contrats à temps partiel imposés pour les AESH qui accompagnent de plus en plus d'élèves. Elles, parce que ce sont majoritairement des femmes, ont des contrats précaires et indécents, ce qui rend le travail encore plus difficile. Nous voulons qu'un statut fonctionnaire AESH soit créé». Enfin, le syndicat met en avant que plus de 25 % des collègues du département n'ont pas de CPE (conseiller principal d'éducation). De leur côté, les AED (assistant d'éducation) n'ont «pas de perspectives d'évolution de salaire. Ce n'est pas normal de traiter des agents de cette manière».

[Le lien pour s'inscrire au trajet de bus](#) est disponible sur la page [Facebook FO Orne](#).

Louis Roche